

zès pour parler changement climatique



Tour d'horizon syndical

Laurent Saint Affre, président de la FDSEA, a ouvert la voie des interventions des responsables de sections de production sur l'actualité syndicale. Il a évoqué les principaux sujets qui préoccupent les agriculteurs aveyronnais : les prix des productions à travers la loi de l'alimentation, la prise en compte des coûts de production, l'Agribashing, l'eau, les énergies, l'environnement, les prédateurs (loup, gibier...), les retraites...

Valérie Imbert pour la section bovins viande, a parlé du travail mené pour l'étiquetage de l'origine, l'approvisionnement local en partenariat avec le Conseil départemental et la Région, les marchés à l'export...

Thierry Agrinier pour la section ovins lait, a évoqué la non prise en compte de l'évolution du coût de production dans le prix payé aux producteurs.

Cyrille Guimauve espère pour les éleveurs ovins viande, une future PAC et un prix de l'agneau forts. Patrick Solier, représentant Joël Mazars, ne veut pas que la production caprine soit l'oubliée des Etats généraux de l'alimentation.

Claude Falip pour la section bovins lait, a noté le retour positif des Egalim dans le prix du lait payé au producteur, «loin des espérances mais on veut y croire». La tendance pour 2020 s'annonce positive même si le coût de production, lui ne diminue pas !

Sur l'emploi, René Debons a annoncé la sortie d'un guide à l'emploi qui accompagne les employeurs en agriculture.

dapte !



(à gauche), Jérôme Reynier (CADAUMA) et Jérôme Despey (RAGT2n) sont intervenus lors de la

leur consommation en développant par exemple, la transmission à variation continue sur les tracteurs (-2 litres/h, soit -20% et moins de CO2 rejeté). Des prototypes de tracteurs électriques vont arriver sur le marché, destinés surtout à la vigne et au maraîchage, aux collectivités). D'autres outils électriques sont déjà en vente : mélangeuse... De nouveaux outils permettent de réaliser des économies comme l'autoguidage GPS pour éviter les recoupements sur les parcelles (moins de consommation et gain de temps), l'optimisation des parcours intra-parcellaire (calcul du parcours idéal), la modulation des doses d'engrais, le pilotage en temps réel de la pression des pneus (jusqu'à 8% d'économie de carburant)...», a-t-il cité.

Côté itinéraires techniques, les fabricants de matériels se sont adaptés au non labour, aux TCS (Techniques Culturelles Simplifiées), aux semis sous couverts, au strip till (travail à la bande et non à la parcelle)... Des robots se développent aussi pour le lisier, repousser le fourrage, désherber mécaniquement... «Nous avons à gérer un antagonisme entre économies d'énergies et respect de l'environnement», avance Jérôme Reynier. Le débat sur la suppression du glyphosate en fait partie... En matière de pulvérisation, le progrès est aussi en marche à travers la recherche. Le travail porte sur un ciblage plus précis (18 - 24 m, capteur sur adventice...), une application pour repérer les zones à adventices par drone qui transmet en direct au tracteur... Une nouvelle personne a été embauchée à CADAUMA Machines Agricoles pour faire connaître ces nouvelles technologies. «Il y a beaucoup de projets, des solutions innovantes et encore beaucoup de recherche pour obtenir une efficacité identique en étant plus économe», a conclu Jérôme Reynier.

Eva DZ

besoin en eau.

«La sélection s'appuie sur les acquis du patrimoine génétique, nous y amenons la diversité selon nos critères», avance Sébastien Chatre. Le groupe RAGT s'appuie sur les tests réalisés sur ses 350 000 micro-parcelles de 15m² dans le monde et sur le million de données générées par jour sur la recherche. «L'important est de garder la cohérence entre ce que l'on veut faire et comment on veut le faire. Les solutions, les innovations sont possibles mais il faudra du temps en fonction des choix technologiques».

CADAUMA : des outils pour s'adapter

CADAUMA Machines Agricoles contribue à apporter des solutions au changement climatique : cela passe par des économies d'énergies, des modifications des itinéraires techniques... Jérôme Reynier a présenté les innovations réalisées mais aussi les projets en cours et à l'étude pour adapter le matériel agricole. «Les moteurs thermiques ont beaucoup évolué pour baisser

Egalim, marchés et relations sociétales

Les effets de la loi Egalim pour la filière laitière

Clément Chayriguès : «L'UNELL* et Lactalis ont signé un accord cadre en novembre, qui concrétise la prise en compte du prix de revient et des indicateurs de mise en marché dans la formule de prix, une formule de prix qui se répartit entre le marché PGC France (50%), le marché PGC export (20%) et le marché des produits industriels - beurre et poudre (30%). Nous aurions aimé que la négociation aille plus loin mais la loi nous permet de commencer une nouvelle histoire. L'évolution sera positive si tous les acteurs de la filière prennent en compte les coûts de production dans l'ensemble de leurs prix. Pour 2020, la hausse est confirmée avec un prix à 365 euros/1000 L. La pression syndicale couplée aux efforts des OP adhérentes de l'UNELL a été décisive dans l'élaboration de cet accord - cadre».

«Un premier signal pour exercer le nouveau rapport de force», a complété Jérôme Despey.

Les effets de la loi Egalim pour la filière viande

Pierre Cabrit : «Participer aux travaux des Etats généraux de l'alimentation a été une première ! Deux objectifs ont été partagés par l'ensemble des acteurs de la filière jusqu'à la distribution : la montée en gamme et la juste rémunération. En concertation, les discussions ont abouti à une référence d'un coût de production valide et intégré dans l'accord - cadre. Tout contrat de viande en label rouge est calqué sur le modèle de la contractualisation incluant le coût de production. Les outils sont là et les premiers contrats se signent. Nous l'avons vécu récemment avec Carrefour (lire VP du 19 décembre). Il nous appartient désormais de faire vivre ces outils, les organisations de producteurs doivent se mettre en ordre de marche pour travailler à la construction des formules de prix.



Marie-Amélie Viargues, Jérôme Despey, Laurent Saint Affre, Anthony Quintard, Pierre Cabrit et Clément Chayriguès.

Nous y arriverons si nous sommes soudés».

Pierre Cabrit est également intervenu sur les opportunités de la filière bovine à l'export. «A côté du marché historique vers l'Italie, des opportunités s'ouvrent notamment sur l'Algérie. Ce pays répond en plus pleinement à nos objectifs d'une montée en gamme et d'une rémunération à la hausse. Mais il faut rester très prudent sur ces nouvelles ouvertures car elles restent fragiles sur des marchés ultra-libéraux et sur les exigences sanitaires».

«Face aux attentes sociétales, ne pas se victimiser !»

Marie-Amélie Viargues, membre de l'association COSe, a expliqué le travail de communication engagé : «Nous sommes en partie responsables de ce qui nous arrive parce que nous n'avons pas toujours communiqué sur notre métier, sur nos pratiques et aujourd'hui les seules réponses qu'ont les consommateurs sont les vidéos réalisées par des imbéciles qui ne connaissent rien à notre métier ! Or nous sommes nos meilleurs avocats : dans nos familles, auprès de nos voisins, des consommateurs, dans les écoles, dans les médias... Nous ne devons

pas nous cacher mais plutôt parler de nos pratiques vertueuses, d'autant plus dans un département comme le nôtre. L'association COSe se veut un appui dans cette communication positive sur nos métiers autour de l'élevage, elle est ouverte à tous les acteurs de notre filière». Et Anthony Quintard de compléter sur les premières actions en cours : «le travail avec l'Inspection d'Académie pour inclure des visites dans des exploitations et des rencontres avec des agriculteurs dans les programmes scolaires, l'appui à la communication sur les réseaux sociaux, l'accompagnement des agriculteurs ayant subi des interventions malveillantes sur leur ferme... Notre ambition est de professionnaliser notre communication, de donner des éléments de langage pour informer tous ceux qui se posent des questions sur ce qu'ils ont dans leur assiette. C'est aussi important de montrer que l'agriculture a évolué et que les agriculteurs sont bien intégrés dans la société».

La FDSEA travaille également à l'élaboration d'une charte de bon voisinage qu'elle espère présenter prochainement aux élus locaux et aux associations du milieu rural.

Eva DZ

* Union Nationale des Eleveurs Livreurs Lactalis